



Le journal des élu-es du Val d'Oise soutenus par le Parti de Gauche 95



N° 8

Edito

N°8- Février 2016

**C'est parce que l'heure est grave, qu'il faut
se mettre en mouvement.**

Sommaire :

- P1&P2: Edito.
- P3: Ermont.
- P4&5: Auvers s/ Oise.
- P6&7: Communiqués PG95.
- P8: Presse Ephad.
- P9&10: Communiqué PG95
- P11&12: Montigny
- P13: Communiqué PG95
- P14: LDH95
- P.15.16: JLM2017
- P16: ACIP NDDL
- P17: CPTG
- P.18à23: UTOPIA
- P 24: Librairie militante.
- P25: Fakir.
- P26:Festival PIAF95.
- P27:Fruits & Légumes de saison. Contacts.

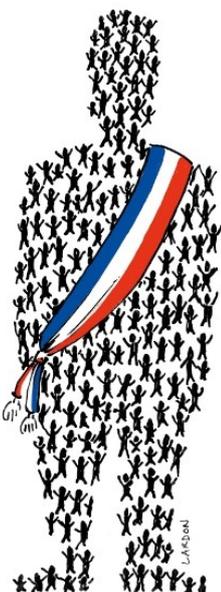
Après la loi de Sécurisation de l'emploi, la loi Macron, la loi Rebsamen, le gouvernement poursuit son activisme législatif contre le code du travail et a déjà annoncé qu'il était prêt une fois de plus à utiliser le 49-3 pour imposer la loi El Khomri.

Le Parti de Gauche exige le retrait de ce projet de loi totalement réactionnaire, qui compte notamment plafonner les indemnités prud'homales de licenciement, étendre la durée maximale du travail à 60 heures par semaine, faciliter les licenciements économiques, mettre fin aux paiements des heures d'astreinte, autoriser l'employeur à baisser les salaires sans l'accord des salariés concernés et sans raison économique, etc. À terme, l'objectif du gouvernement et du patronat dont il défend exclusivement les intérêts est la fin du code du travail, l'ensemble de ses dispositions étant renvoyé à la négociation d'entreprises.

Alors que la situation économique ne fait que s'aggraver, il faudrait au contraire reconstruire un code du travail protecteur des salariés sur l'ensemble du territoire et établir la citoyenneté dans l'entreprise. Cela n'aura lieu que si le peuple accède lui-même au pouvoir en 2017, suite à l'avènement d'une sixième république. De nombreux salariés se battent sur le département pour tenter de faire entendre leurs droits et nous continuerons inlassablement à relayer et soutenir leurs actions.

Le gouvernement entend maîtriser la dépense publique en réalisant des économies et annonce vouloir bais-

(Suite en page 2)



ser les impôts, alors que ce sont eux qui servent à financer les services de l'Etat. C'est donc une position totalement paradoxale. Victime de ses propres errements, l'Etat a maintenant fait son choix et c'est au détriment des collectivités territoriales qu'il a trouvé une partie de la solution. C'est simple, il suffit de diminuer les dotations octroyées aux collectivités territoriales. Autrement dit, la charge des économies revient main

Le gouvernement entend maîtriser la dépense publique en réalisant des économies et annonce vouloir baisser les impôts, alors que ce sont eux qui servent à financer les services de l'Etat. C'est donc une position totalement paradoxale. Victime de ses propres errements, l'Etat a maintenant fait son choix et c'est au détriment des collectivités territoriales qu'il a trouvé une partie de la solution. C'est simple, il suffit de diminuer les dotations octroyées aux collectivités territoriales. Autrement dit, la charge des économies revient maintenant aux communes, aux départements et aux régions.

Le poids des impôts se déplace aussi, allant de l'Etat vers les collectivités territoriales, mais ça ne suffit pas à compenser les baisses de dotation. C'est ainsi que les départements, les communes, prennent des décisions qui détruisent le social, le culturel, l'égalité...

Toutes ces mesures touchent le fonctionnement du service public, le juste retour attendu par la population pour la solidarité dont elle fait preuve en payant les impôts qui lui sont demandés.

Pour nous, d'autres choix sont possibles; la régression sociale n'est pas une fatalité. Ne les laissons pas profiter de la situation pour renforcer les mesures d'austérité au détriment de la population.

Plus que jamais, soyons insoumis !!





Pas de République sans services publics

Nos services publics garantissent l'intérêt général : un pays fort contre la division et la barbarie, solidaire face à l'exclusion, responsable face aux enjeux écologiques. Sans eux, c'est l'égalité qui est attaquée, nos enfants et nos aînés sont les premiers touchés.

Parce que les services publics sont le patrimoine de ceux qui n'en ont pas, nous soutenons la défense d'un service public de proximité et de qualité, la fin des politiques d'austérité. C'est grâce à un emploi public renforcé, un statut défendu et des recrutements que les missions de service public, qui n'ont jamais été aussi essentielles qu'aujourd'hui, pourront être assurées.

Nous constatons chaque jour des dégradations du service sans que les responsables de la commune ne s'emparent de la chose :

- Les bureaux de poste disparaissent peu à peu avec des horaires aléatoires qui font qu'on ose à peine essayer de s'y rendre et que le bureau central est régulièrement surchargé.
- Très peu de places de parking près de la gare d'Ermont-Eaubonne au point d'en faire la une des chroniqueurs de France Inter.
- Un hôpital à Eaubonne dont nous dépendons mais où là non plus il n'y a pas de parking prévu pour les malades ou les familles qui viennent sur place. Les gens se garent où ils peuvent et la police y fait des affaires en verbalisant régulièrement.
- On ne pense plus "aux gens" ! À l'arrêt de bus, pas d'abri, pas de sièges pour s'asseoir.
- Dans les écoles, les remplacements des enseignants malades se font de moins en moins bien et il n'est pas rare que les enfants soient répartis dans des classes alors surchargées ou renvoyés à la maison si les parents peuvent les garder.

Education, santé, transport, sécurité, poste, emploi.... Nous demandons que la municipalité s'engage pour défendre l'ensemble des services publics en pensant à l'humain d'abord.

Patrice Lavaud

energie.citoyenne@laposte.net

<http://energiecitoyenneermont.fr>

L'incohérence comme méthode de gestion communale !

A Auvers-Sur-Oise, la majorité a-t-elle peur de son opposition? Il semblerait qu' elle ne sache plus comment réagir... Le jeudi 11 février a eu lieu le dernier conseil municipal en date. A l'ordre du jour, le budget primitif, la vidéo-surveillance, les subventions aux associations...

Lors du débat du budget prévisionnel pour 2016, après avoir annoncé les baisses de subventions aux associations, les coupes drastiques dans le domaine social, la diminution de 15% du budget alloué aux écoles, et l'augmentation de l'amende pour non construction de logement sociaux de 22000 à 70000 € et du budget pour les fêtes et cérémonies de 20000 €, ils ont dû suspendre la séance, le temps sans doute de chercher quelques arguments pour se justifier.

Quand on met le doigt là où ça fait mal, l'équipe Mézières peine à répondre et préfère s'en prendre à son contradicteur...sans réponse sur le fond!

Cela s'est reproduit après le débat sur la vidéo-surveillance. En effet, Mme le Maire et Mme la première adjointe ne supportent pas d'être filmées par des caméras de vidéosurveillance privée (à l'initiative de la communauté iranienne), mais veulent installer un système de vidéosurveillance sur une grande partie de la ville ! Quelle incohérence ! Pour preuve, l'édile n'a pas supporté qu'un communiqué de presse soit remis au journaliste présent, par le Front de Gauche et a vainement tenté d'intimider sa représentante !

Comment tolérer que cette majorité, faute d'apporter des réponses, tente d'impressionner l'opposition par diverses méthodes, toutes abjectes car centrées sur la forme et pas sur le fond des interventions! Cette manière de procéder montre une faiblesse flagrante et une incompétence avérée en matière de gestion communale. Elle prouve une incapacité que cette équipe échoue totalement à masquer derrière des attaques personnelles.

Auvers sur Oise, le 14 février 2016

Nolwenn Clark, conseillère municipale Front de gauche

<https://auverscitoyenne.wordpress.com>

Non à la vidéosurveillance

Le Parti de gauche dénonce la volonté d'Isabelle Mézières et de sa première adjointe, d'installer sur la ville d'Auvers-sur-Oise, un système de vidéo-surveillance. Cette mesure vient menacer le vivre ensemble des Auversois.

Aucune étude sérieuse ne démontre l'efficacité de cette technique contre la délinquance. L'exemple britannique (avec 25 millions de caméras) révèle, au contraire, que l'implantation d'un réseau serré de caméras ne fait pas baisser les chiffres de la délinquance. En fait, la vidéosurveillance déplace la délinquance dans d'autres aires géographiques.

Les Auversois n'ont pas été consultés ni même prévenus. C'est une nouvelle décision qui se fait sans l'avis des citoyens. De plus, il n'y a absolument aucun chiffrage du montant de ce dispositif. Nous n'en doutons pas, il sera coûteux pour les habitants.

Le Parti de Gauche demande également l'arrêt de cette politique qui menace les libertés publiques. Le droit à l'anonymat dans la ville doit être respecté !

Inutile, coûteux et liberticide. Voilà trois raisons de mettre fin, au plus vite, à cette politique municipale traduisant les errements sécuritaires de la majorité qui surfe sur un "sentiment d'insécurité" lui-même fabriqué de toute part par une idéologie dangereuse et paranoïaque.

Auvers, le 9 février 2016



Banksy

CIToyENS IGNORES , REFUGIES MALTRAITES A QUAND L'INSOUMISSION HUMAINE !

Nous alertons et dénonçons la situation de familles de réfugiés déposées actuellement dans des hôtels du Val d'Oise. Ces familles épuisées d'avoir fui la guerre et surmonté d'incroyables épreuves, ces familles dispersées, sont abandonnées dans des hôtels discount de notre département, sans aucun moyen de pouvoir régulariser leur situation, sans qu'aucune structure bénévole ou administrative n'ait été alertée de l'urgence des situations.

Ces familles se retrouvent totalement démunies et, ne parlant pas le français, n'ont plus aucun lien avec l'extérieur.

Certaines associations comme United et le secours populaire ont mis en place un appel aux dons et une aide alimentaire pour ces familles. Mais ces gens ne devraient pas être en hôtel, mais plutôt dans un CADA (Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile), avec l'accompagnement social adéquat et donc les moyens qui vont avec . Le fric monstrueux payé pour des nuitées d'hôtel, qui tombe dans la poche de chaînes d'hôtels ou de marchands de sommeil, pourrait être investi dans des vraies structures, si on voyait un peu plus loin que le court terme.

Nous avons rencontré une famille qui devait être transférée sur un autre hôtel et ne l'a pas été sans qu'on juge utile de l'en informer. Cette famille s'est retrouvée à la rue et sans le secours d'une bénévole pour lui payer 2 nuits d'hôtel, elle serait errante.

Peut-on accepter cette situation ?

La difficulté s'accroît encore lorsqu'il s'agit pour ces familles de se rendre sans argent à Paris 20ème pour accomplir leurs démarches. Comment ces familles s'y rendent elles sans risquer de se faire verbaliser ? Ne pouvait-on prévoir des hébergements moins éloignés du lieu des démarches ? Ou des pass gratuits au vu de leur situation exceptionnelle ?

Rien n'est anticipé! Le minimum serait que les mairies et les associations soient informées de l'arrivée des réfugiés

Combien de temps encore le pays des droits de l'homme continuera t-il à bafouer les principes les plus élémentaires de sa déclaration?

Les préfets, les départements, les communes ont un rôle essentiel à jouer pour accueillir dans la dignité ces familles en exode et perdues dans l'indifférence de la France. Il nous semble particulièrement urgent de mettre en place dans chaque commune et sur l'ensemble du territoire une aide et un soutien aux réfugiés qui soient continus. N'oublions pas d'ailleurs que notre pays continue à vendre de l'armement aux acteurs belliqueux toujours prêts à sacrifier la vie de leur population.

La géopolitique a des conséquences qu'il faut assumer, la lâcheté ne sert aucune cause.

Saint-Ouen l'Aumône, le 20 février 2016

Saint-Ouen l'Aumône, le 7 février 2016

Ne votez pas cela !!

Nous nous adressons à vous, parlementaires du Val d'Oise, qui allez vous prononcer sur un sujet majeur dans les jours qui viennent.

François Hollande et Manuel Valls veulent inscrire dans la constitution la déchéance de la nationalité pour les citoyens nés français mais ayant une double nationalité. Cette mesure est inefficace : elle ne dissuadera jamais un kamikaze fanatique prêt à se faire exploser de passer à l'action.

Hollande et Valls veulent constitutionnaliser l'état d'urgence pour éviter tout recours judiciaire. Cela revient à renforcer les pouvoirs de police en écartant les juges. C'est le sens de l'inscription de l'état d'urgence dans la constitution et de la nouvelle loi antiterroriste annoncée : rendre permanentes les mesures telles que contrôles policiers, perquisitions de nuit, assignations à résidence et gardes à vue prolongées sans aucun contrôle du juge. Des abus ont été recensés avec l'état d'urgence. Imaginons ce qu'en ferait l'extrême droite si elle arrivait au pouvoir.

Nous ne voulons plus de ces mesures à la fois démagogiques, autoritaires et peu efficaces. Lutter contre le terrorisme nécessite une autre politique étrangère que les guerres illégales menées derrière les États-Unis, il faut couper enfin tout lien avec les États qui financent directement ou indirectement l'organisation État islamique. Il faut également en finir avec les politiques d'austérité en donnant les moyens nécessaires à la police, au renseignement, à la justice comme à l'ensemble de nos services publics, et en tout premier lieu l'école. Pour contrer le djihadisme, à l'instar de toutes les dérives sectaires, il faut renforcer le soutien aux associations citoyennes laïques dans l'ensemble des quartiers.

Nous vous appelons à entendre la voix de la raison et à ne pas voter ce texte.

En réalité, une telle mesure créera beaucoup de problèmes pour une inefficacité totale en matière de sûreté : rappelons que parmi les terroristes du 13 novembre, seuls 2 étaient binationaux. Plus largement, les profils des personnes qui projettent des actes terroristes ne sont pas majoritairement des personnes ayant un lien fort avec un autre pays. Il n'y a donc pas de corrélation entre binationalité et terrorisme.

C'est donc un projet à la fois anti-républicain, porteur de dérives inquiétantes, et totalement inefficace dans la lutte contre le terrorisme ! Vous devez vous prononcer contre une telle révision de la Constitution.

Françoise Jolly
Patrice Lavaud
Co-secrétaires du Parti de Gauche Val d'Oise

RÉPONSE

M. le député a bien reçu votre message et m'a chargé de vous répondre.

Comme vous le savez probablement, **M. SEBAOUN** fait partie des 6 députés qui ont voté contre la loi sur l'état d'urgence dont le Parlement a été saisi il y a quelques mois. Il a par ailleurs annoncé publiquement qu'il s'opposera à la révision constitutionnelle sauf à des aménagements majeurs dans le texte. Vous pouvez consulter sur le site internet de l'Assemblée nationale les amendements qu'il a déposé sur ce texte et ceux qu'il a cosignés :

http://www2.assembleenationale.fr/recherche/amendements#listeResultats=tru&idDossierLegislatif=34570&idExamen=5685&missionVisee=&numAmend=&idAuteur=ID_610529&idArticle=&idAlinea=&sort=&dateDebut=&dateFin=&periodeParlementaire=&texteRecherche=&zoneRecherche=tout&nbres=10&format=html®leTri=ordre_texte&ordreTri=croissant&start=1

Espérant avoir répondu à votre message, je reste à votre disposition.

MONTMORENCY

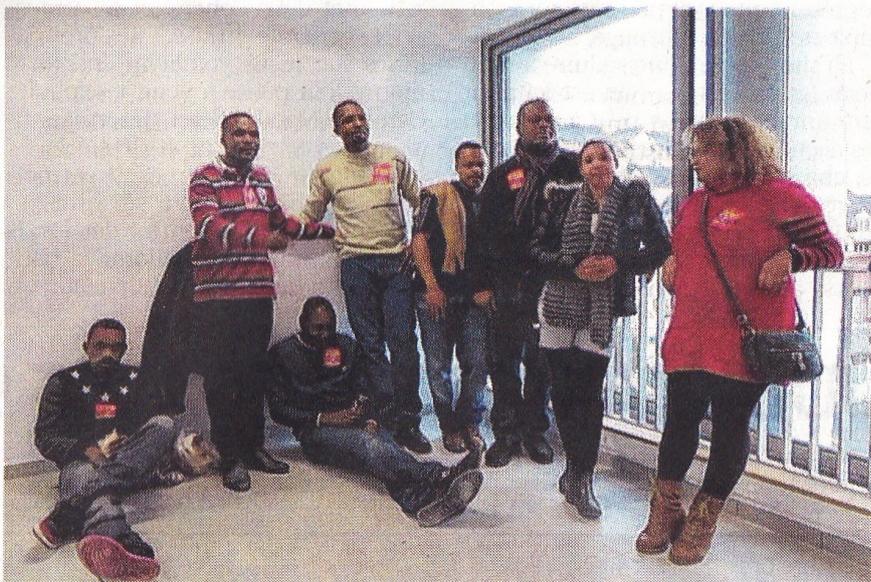
Ils occupent le chantier de l'Ehpad pour être payés

ILS ONT DÉCIDÉ de passer la nuit sur place. Onze peintres et trois femmes de ménage occupent depuis hier matin le nouvel Ehpad (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) en cours de construction sur le site de Montmorency de l'hôpital Simone-Veil. « On veut être payés des salaires qui nous sont dus, explique Charles, 35 ans, l'un des salariés lésés. Notre employeur a disparu! »

Tous domiciliés en Seine-Saint-Denis, à Paris et dans les Hauts-de-Seine, ces hommes et femmes en colère ont été embauchés début août (deux mois plus tard pour les femmes) par P2M, une société de Bobigny (Seine-Saint-Denis). Ils étaient chargés des peintures et du ménage des deuxième et troisième étages de cette maison de retraite. Des contrats à durée déterminée (CDD) qui courraient jusqu'à fin décembre.

Les travaux à l'arrêt

Tout à mal commencé pour ces ouvriers payés pour les mois d'août et septembre, après s'être mis en grève à la fin octobre! « Le mois suivant, le chef de chantier nous en interdisait l'accès. » C'est donc un mois de travail qui leur est dû, sans compter le préjudice. « Nous réclamons une réunion avec l'entreprise générale du chantier Nord France, la direction de l'hôpital qui lui a confié le chantier, la préfecture et notre syndicat », indique Yann Garroui, secrétaire dé-



Montmorency, hier. Les peintres et les femmes de ménage occupent le nouvel établissement pour personnes âgées en cours de construction. (LP/D.P.)

partemental de la CGT, qui défend ces employés. Le syndicat demande non seulement le paiement des salaires mais aussi l'établissement de feuilles de paie, le respect des droits liés aux CDD et à la convention collective. Après une première rencontre entre les représentants des salariés et l'hôpital le 20 janvier, la direction de l'établissement a botté, hier, en touche. « N'étant pas l'employeur des dits salariés et n'ayant pas contracté directement avec l'entreprise, l'hôpital ne peut agir auprès des ouvriers lésés », indique-t-elle

dans un communiqué. Les entreprises P2M et Nord-France n'ont pas pu être jointes. Le nouvel Ehpad de Montmorency de 90 lits, dont le chantier était totalement à l'arrêt hier, doit être livré le mois prochain et permettre le déménagement des personnes âgées pensionnaires d'un autre bâtiment situé en contrebas du même site.

DANIEL PESTEL

VIDÉO  leparisien.fr/95

Sans paie depuis quatre mois, ils occupent le futur EHPAD

Le Parisien 3 février 2016



EPHAD MONTMORENCY

ON N'LACHE RIEN

Après 4 jours d'occupation un accord de fin de conflit vient d'être signé, les salariés de la société P2M l'ont accepté et nous en prenons acte. Dans le cadre de la construction de cet EPHAD la Société P2M intervenait en tant que sous-traitant sur la peinture. Le marché public conclu par l'hôpital et la Société Nord France une accréditation prévoyait le paiement en direct des sous-traitants.

Ainsi donc 58.653,95 euros ont été versés par l'hôpital au gérant de P2M, M. Mike DE JESUS, or, il se trouve que ce patron voyou n'a pas versé les salaires du mois d'Octobre ... et aurait disparu depuis. Titulaires de CDD jusqu'à fin décembre, ces salariés se sont mis en grève fin octobre pour obtenir les salaires d'août et septembre et se sont vus interdire l'accès du chantier le mois suivant, leur patron ayant disparu. Leurs revendications sont claires et légitimes : paiement des salaires, établissement des fiches de paye et respect des contrats de travail. Le maître d'ouvrage doit assumer ses responsabilités.

Selon les responsables de l'hôpital et les services de l'état on ne sait pas où il se trouve. Il semble pourtant que certains responsables de chantier verraient ce « patron voyou » tous les jours ... A la lecture des fiches de paie de septembre nous sommes abasourdis pour ne pas dire plus :

Fiche de paie non datée

Pas de cotisations salariales uniquement les cotisations patronales

Pas de prime transport pourtant légale et obligatoire

Si la Société Nord France ne peut être en effet tenu responsable de cela, comment accepter une telle légèreté ...

Comment l'hôpital et l'ARS ont pu ignorer cela...

Comment les forces de Sécurité et la justice si promptement à condamner des syndicalistes peuvent laisser ce patron voyou continuer à agir... S'agit-il d'incompétence ou de complicité de l'état?

Alors oui le Parti de Gauche du Val d'Oise exige des réponses

Ces situations ubuesques sont dues au désengagement de l'Etat. La suppression de milliers d'emplois aux finances publiques et aux inspections du travail permet aux "patrons voyous" d'utiliser les failles qui en découlent. Avec 100 euros de capital, ils peuvent créer et liquider autant de sociétés qu'ils veulent afin d'organiser le non-paiement des cotisations sociales.

Nous voulons que justice soit rendue aux salariés et que M. DE JESUS réponde devant la justice de ses actes.

Saint-Ouen l'Aumône, le 6 février 2016



Une Union Locale : Un lieu de résistance !

"Comme à Montigny, ou, au fond d'un tribunal d'Amiens, la volonté d'écraser l'expression syndicale est la même.

Une gauche rosâtre aux ordres du grand patronat, tente partout où cela lui est possible d'ôter tout moyen aux organisations de défense des travailleurs.

A Montigny, le député maire zélé suit l'exemple de ses pairs, il envisage l'expulsion du syndicat CGT.

Ainsi, dans les couloirs de l'Assemblée Nationale avec d'autres compères Jean Noel Carpentier pourra témoigner de sa lutte engagée contre l'expression syndicale.

Démanteler la gauche et les organisations de défense des travailleurs est une fausse bonne idée pour ceux qui se sont accaparés le pouvoir politique. Ils ouvrent une large avenue pour le fascisme en faisant tomber une à une les barricades de la liberté, de l'égalité, de la fraternité."

Le Parti de Gauche du Val d'Oise apporte son soutien à l'union locale CGT de Montigny-les-Cormeilles.

Le Maire de la Ville souhaite récupérer les locaux mis à disposition pour la CGT sans proposer une véritable proposition de relogement. Dans ces locaux, l'union locale tient régulièrement des permanences pour conseiller les salariés afin de les organiser en syndicats d'entreprises, de les accompagner dans les nombreux conflits qui les opposent à leurs employeurs et les aider à monter des dossiers individuels aux prud'hommes.

L'union locale est aussi disponible pour ses adhérents en contribuant à leur formation syndicale, en les aidant à organiser les élections professionnelles et le bon déroulement des négociations annuelles obligatoires dans les entreprises.

Chaque jour, le gouvernement annonce de nouvelles mesures qui attaquent les acquis sociaux et les moyens de défense des salariés. Dans cette période où les salariés, les retraités, les chômeurs sont frappés de plein fouet par la politique d'austérité gouvernementale, ils doivent, plus que jamais, pouvoir s'appuyer sur les organisations syndicales qui sont un véritable rempart face à la voracité du MEDEF.

Alors que tout le monde prend en exemple l'Allemagne, il faudrait, sur cette question, prendre aussi en considération que l'on donne là-bas, les moyens aux syndicats d'exister et qu'ils participent même aux conseils d'administration de leurs entreprises.

A travers ce choix, M. Carpentier s'en prend aux plus faibles. Il faut d'abord détruire les lieux d'échanges, de rencontres, d'information pour pouvoir ensuite appliquer des mesures encore plus violentes contre les salariés.

Le Parti de Gauche apportera son soutien aux initiatives que prendra l'Union Locale CGT pour faire évoluer la décision de la municipalité.

Saint-Ouen l'Aumône, le 6 février 2016

Vos élus locaux vous informent

Lettre des élus du Front de Gauche au conseil municipal de Montigny-lès-Cormeilles : Estelle Auboin, Olivier Canu, Cyril Joly, Karine Nicpon, Pascal Videcoq

En 2016, décrétons l'état d'urgence démocratique, social et environnemental

Nous adressons nos vœux les plus chaleureux aux Ignymontaines et aux Ignymontains. Pour que cette année soit bonne, il faudra puiser dans ce que notre société recèle de meilleur afin de tourner la page des moments difficiles de 2015. Nous n'oublierons jamais l'horreur des attentats de janvier, les attaques terroristes du 13 novembre. Nous n'occulterons pas les effets de l'accélération gravissime de la crise politique en France, de la dégradation continue du niveau de l'emploi et des conditions de vie. Les annonces faites par le Président de la République nous indiquent, malgré les belles paroles, que le gouvernement n'opte ni pour l'apaisement des tensions en France et dans le monde, ni pour la présentation de mesures efficaces pour la création et la protection de l'emploi et de l'environnement. C'est la garantie de l'emploi de qualité pour tous qui devrait être inscrite dans la Constitution et non la prolongation sans fin de l'état d'urgence ni la perte de nationalité pour les binationaux. Les élus du Front de Gauche resteront fidèles aux engagements qu'ils ont pris à l'égard de leurs électeurs lors des élections municipales de 2014. Ils poursuivront leur mandat, malgré le refus de M. Carpentier de travailler avec eux. Nous affirmons que nous sommes dans l'opposition constructive puisque M. Carpentier participe à la politique d'austérité voulue par le gouvernement (ouverture des magasins le dimanche, développement de la précarité avec les emplois avenir). Quant à M. Marques, membre du parti de Sarkozy, il adopte les délibérations antisociales proposées par M. Carpentier. Leur opposition n'est donc qu'une façade. En 2016, nous voulons rassembler pour porter haut, avec vous, les plus belles traditions d'émancipation, de liberté, d'égalité et de fraternité, pour vivre ensemble et rejeter les divisions et la haine.

Budget, refus des restrictions: Refus de cautionner le désengagement de l'État et les baisses de dotations budgétaires imposées par le gouvernement : 590 000 € en moins sur 3 ans, soit l'équivalent de 19 postes de fonctionnaire territorial. Les élus Front de gauche souhaitent une meilleure transparence et un travail en commission plus régulier afin d'accomplir au mieux le mandat de leurs électeurs. *(Conseil du 5/02/2015)* **Les piscines du Parisis:** M. Videcoq s'est inquiété de l'idée d'aligner les tarifs de toutes les piscines du Parisis qui n'offrent pas toutes les mêmes services. La piscine de Montigny doit être accessible à tous et ses tarifs stables. Il s'est félicité que la piscine de Montigny soit la moins chère notamment pour l'accès des plus démunis. Vigilance également quant aux conditions de travail des employés de cet équipement. *(Conseil communautaire du 23, CM du 24 /06/2014)* **Avec l'union locale CGT:** Intervention d'Estelle Auboin pour que le maire trouve une solution de relogement de l'union locale CGT à Montigny-lès-Cormeilles à l'identique des locaux actuels se situant dans la Zac de la gare. *(Conseil du 26 novembre 2015)* **Un militant FN en prison:** L'ex responsable du FN de Montigny a éclopé de 3 ans de prison, dont 18 mois fermes, dans une affaire d'incendie volontaire de véhicules avec d'autres membres de son parti. L'insécurité, c'est eux qui la créent ! **Une police municipale – pour quoi faire et pour quels objectifs?** : Les élus du Front de Gauche ont pris connaissance, comme vous, par le journal municipal de la création de deux postes de policiers municipaux sans en avoir été informés ni concertés. L'actualité de l'année 2015, nous a rappelé avec cruauté que l'un des premiers droits fondamentaux d'une société démocratique est la sûreté de ses citoyens. Passée cette période de vive émotion et d'indignation légitime, les élus du Front de Gauche ne comprennent pas pourquoi le Maire et ses adjoints surfent sur cette situation pour répondre à la problématique de la sécurité sans réelle réflexion. N'aurait-il pas mieux valu un débat public sur cette question et créer un collectif citoyen chargé d'étudier les mesures locales à mettre en œuvre **afin que les décisions prises respectent les principes de vie en commun auxquelles s'attaquent justement les terroristes.** M. Carpentier, une nouvelle fois, applique les décisions du gouvernement en créant une police municipale aux dépens des missions régaliennes de l'Etat, en acceptant les transferts de charges sur le budget de la commune. Nous considérons que les Ignymontains n'ont pas à payer deux fois pour leur sécurité, une fois avec leur imposition nationale et une seconde fois avec leur impôt local. **L'Etat doit remplir ses missions.** La dernière étude de l'association des maires de France réalisée en 2015 informe que le développement des polices municipales (4,6 policiers municipaux pour 10 000 habitants en moyenne) s'est traduit par une diminution effective de la présence de terrain de la police nationale ou de la gendarmerie. L'étude confirme également qu'une police municipale ne permet pas aux collectivités de répondre aux problématiques de sécurité. La preuve en est : leurs effectifs ne cessent d'augmenter, mais la sécurité des citoyens est loin d'être assurée !!

En revanche, ne serait-il pas plus efficace de mettre en place une véritable politique de prévention et de proximité avec le concours de professionnels et d'associations. L'action de proximité est le seul barrage contre la délinquance. Engageons-nous dans cette voie. Programme local de l'habitat intercommunal:

Vos élus ont voté la délibération refusant ce programme du PLH, estimant anormal que certaines villes ne jouent pas le jeu en ce qui concerne l'offre de logement. Les Agglomérations ont été constituées pour forger des solidarités entre les collectivités et non pour les diviser. Il est notoire que des communes constituant la CALP n'œuvrent pas en ce sens et refusent la mixité sociale. Ce vote fut reconduit lors du conseil communautaire du 22 juin 2015, lors duquel M. Marques s'est distingué en dénigrant la ville qu'il prétend représenter et en méprisant ainsi les habitants de Montigny ! *(Conseil municipal du 4 juin 2015)* **ZAC de la gare:** Nos élus ont été très attentifs à ce projet. Ils ont reçu de nombreux Ignymontains, en particulier les riverains touchés directement par des constructions qui vont modifier l'urbanisme de ce quartier jusque là pavillonnaire. Ils ont exprimé aussi le besoin de logements, tant locatifs que en accession, pour les jeunes (et moins jeunes) de notre ville.

La réunion publique du 18 mai n'a pas levé toutes les craintes, loin de là. Estelle Auboin s'est inquiétée du calendrier de construction de l'ilot 1 et de l'école prévue, sachant qu'une forte pression démographique existe déjà sur l'école Paul-Bert. Olivier Canu a relayé l'exigence des riverains rencontrés de conserver un urbanisme à taille humaine qui a été la marque de la municipalité depuis 1977. *(Conseil du 4 juin 2015)*

Pas de République sans services publics ! L'éducation nationale en danger !

Nos services publics garantissent l'intérêt général : un pays fort contre la division et la barbarie, solidaire face à l'exclusion, responsable face aux enjeux écologiques. Sans eux, c'est l'égalité qui est attaquée, nos enfants et nos aînés les premiers touchés.

Parce que les services publics sont le patrimoine de ceux qui n'en ont pas, nous soutenons la défense d'un service public de proximité et de qualité, la fin des politiques d'austérité. C'est grâce à un emploi public renforcé, un statut défendu et des recrutements que les missions de service public, qui n'ont jamais été aussi essentielles qu'aujourd'hui, pourront être assurées.

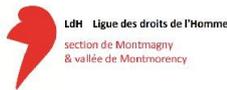
Aujourd'hui, plusieurs centaines d'enfants du Val d'Oise ne vont pas avoir classe car les enseignants malades ne sont pas remplacés. D'autres vont se retrouver dans des classes surchargées car il aura fallu répartir les enfants sans maitresse ou maître.

Cela ne peut plus durer ! Un pays qui ne s'occupe plus de sa jeunesse et un pays en déclin.

Le Parti de Gauche du Val d'Oise apporte son soutien aux initiatives des parents d'élèves et appelle à participer au rassemblement qui aura lieu le jeudi 18 février à partir de 8 H 30 devant les locaux de l'inspection à Osny.

Saint-Ouen l'Aumône, le 10 février 2016





LdH Ligue des droits de l'Homme
section de Montmagny
& vallée de Montmorency

RASSEMBLEMENT EN SOUTIEN À LA SECTION
MONTMAGNY & VALLEE DE MONTMORENCY DE LA LDH

JEUDI 11 FEVRIER 2016
16 heures
MAIRIE DE MONTMAGNY

MONTMAGNY (Val d'Oise): LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME SUR LE PAVÉ

Contrairement aux années précédentes, le Maire de Montmagny, Patrick Floquet, vient d'évincer la Ligue des droits de l'Homme du bénéfice d'usage des salles de réunion et d'expositions de la commune pour ses activités. Celles-ci, pourtant, lui avaient été attribuées, par convention entre les deux parties, le 17 juillet 2015.

Le motif, « des raisons de modification de planning », est d'une indécente désinvolture : Comment comprendre l'éviction, de la ville de Montmagny, d'une association internationalement reconnue, qui œuvre pour la promotion des droits de l'Homme, pour « des raisons de modification de planning » ??? Pour nous, l'argument n'est pas recevable.

En effet, la section de la Ligue des droits de l'Homme de Montmagny & Vallée de Montmorency travaille, depuis plusieurs années, à la défense des droits fondamentaux et à la promotion de la citoyenneté auprès de la population magnymontoise. Elle organise des activités, expositions, débats, sur des thèmes divers :

- Chaque année, la participation des établissements scolaires au concours national « Des écrits pour la fraternité » dont le sujet en 2016 est « On ne naît pas citoyen ou citoyenne, on le devient ».

- La lutte contre le harcèlement entre jeunes, à l'école et ailleurs, en 2014, dont la Mairie a cofinancé la réalisation avec l'État. Les écoles primaires, le collège Copernic et les adultes de différents services municipaux en ont bénéficié ; le collège Utrillo est actuellement demandeur de l'exposition.

- Cette année, « L'égalité Filles/Garçons » qui est au cœur des problématiques de la cohésion sociale. Les programmes scolaires l'ont inscrit dans l'éducation morale et civique. Les centres sociaux et tous ceux qui ont en charge l'organisation des loisirs des jeunes en font une priorité tant il est important de lutter contre les stéréotypes.

- L'écoute, l'assistance, l'accompagnement, l'orientation individuelle et collective auprès de familles en difficulté.

Par conséquent, on est en droit de s'interroger sur ce traitement, qui paraît être réservé à la LDH, lequel viole manifestement le principe républicain d'égalité. À travers cette décision, on est aussi en droit de s'interroger sur les motivations et les objectifs poursuivis par Monsieur le maire de Montmagny.

La ville de Montmagny prend-elle le chemin de Hénin Beaumont, Béziers et Mantes la Ville?

À un moment où notre société a plus que jamais besoin d'une cohésion sociale fondée sur les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, la Ligue des droits de l'Homme ne peut accepter cette décision arbitraire et demande, à nouveau, à pouvoir bénéficier des salles de réunion et d'exposition de la commune comme cela a toujours été le cas.



La France insoumise

jlm2017.fr

Je vous propose ma candidature pour l'élection présidentielle de 2017. Cette élection peut être une chance pour notre peuple. C'est l'occasion de tourner pacifiquement et démocratiquement la page de l'ordre injuste et cruel dans lequel s'enfoncent notre pays et notre continent. 2017 sera une année décisive : un nouveau traité européen sera proposé et le projet de marché commun avec les États-Unis sera achevé. Il faut les refuser. C'est le moment d'agir. Soyons la France insoumise. **Le changement climatique a commencé.** Il ne faut plus céder aux lobbys productivistes pour changer notre façon de produire et de consommer. Soyons le peuple souverain. **Ma proposition de candidature est donc un appel à l'engagement.** Il s'adresse à qui a compris ce point essentiel : tant que dureront la monarchie présidentielle et les traités européens actuels, notre peuple sera privé de tout pouvoir pour régler ses problèmes. Là est la racine de toutes nos misères, celle qu'il faut trancher d'urgence. **Je passe à l'action pour que nous puissions commencer à convaincre, mobiliser, trouver les financements et les parrainages.** En 2012, nous avons été quatre millions à voter ensemble pour soutenir le projet de Révolution Citoyenne et le programme *L'Humain d'abord*. Ce fut un temps fort de notre vie politique. La suite a montré combien nous avons vu juste sur tant de sujets. Voilà un bon point de départ pour proposer de nouveau au pays de choisir l'humain plutôt que la finance, l'audace plutôt que la résignation, la résistance plutôt que la soumission. **Je m'adresse à toute personne qui perçoit l'urgence de la situation.** À qui n'en peut plus de la montée des misères dans notre pays et de l'enrichissement des plus riches. À qui ne supporte plus d'entendre du matin au soir que tout va mal sans que soient jamais mis en cause le gavage des actionnaires, l'assistantat ruineux offert sans contrepartie au MEDEF, le pouvoir de l'oligarchie et de sa caste droguée aux ivresses de la mondialisation financière. **Soyons les indignés, les insoumis qui agissent !** Nous, de tous les milieux sociaux, nous, femmes et hommes, qui n'en pouvons plus de la société de l'argent-roi quand des centaines de gens meurent de froid dans la rue, sur leur poste de travail ou de maladies restées sans soins. Nous qui ne supportons plus de voir sans cesse reporter à demain l'exigence de produire et de consommer de façon écologique quand le dérèglement climatique est commencé et quand l'agriculture industrielle empoisonne notre santé, la terre et le vivant. Assez de voir l'air, l'eau, les paysages accaparés par les multinationales et le pouvoir de la finance ! Je m'adresse à qui veut voir une France indépendante, en Europe et dans le monde, une France qui refuse la généralisation de la guerre. **J'appelle les pacifiques, les tolérants, les laïques** qui rejettent comme moi tous les fanatismes religieux, tous les communautarismes et tous les racismes. Nous voulons vivre dans une société qui soit... humaine. Une société où la République, la fraternité, l'art, la culture et le savoir, la recherche et le loisir seraient libérés des obscènes exigences du marché. Où l'archaïque inégalité entre les femmes et les hommes serait éradiquée. Où les privilèges des puissants sont abolis et où nous nous serions réellement tous égaux devant la loi et la justice. Où l'État et le service public seraient de retour partout dans le pays. Où le peuple exercerait le pouvoir ! Bref : nous voulons des choses simples. Une société plus lente, plus douce, où l'on peut entendre parler et voir d'autres spectacles que ceux de l'argent, les intérêts particuliers et la violence. **Il s'agit de faire naître une nouvelle France.** Une France qui retrouve le goût du futur. Une France première nation écologique du monde. Une France aux avant-postes de la culture, de la science, de la technique, des savoir-faire, de l'humanité. Une France pionnière des mers et de l'espace. **Passons à l'action.** Si vous voulez en être, appuyez ma proposition. Je lance un mouvement citoyen pour nous permettre d'agir collectivement, sans affiliation obligée à un parti politique. Nous devons commencer maintenant : il y a tant de travail à faire. Donnez le coup de main. [Appuyez ma proposition de candidature sur ce site](#), prenez votre part des [initiatives à prendre](#). Si vous le pouvez, [faites un don](#), même modeste. Participez au [travail sur le programme](#) que j'introduis sur ce site. Ma proposition de candidature va se construire autour de ce site internet. À qui cette proposition est-elle faite ? À tout le monde !

Mais d'abord aux personnes qui veulent s'engager à titre personnel. **Créez partout des groupes d'appui** à cette candidature ! Je réunirai une assemblée représentative des signataires. Bien sûr, si des partis, clubs, associations, réseaux, souhaitent participer à ce mouvement collectif et s'ils sont prêts à en respecter le pluralisme et la priorité donnée à l'action citoyenne, ils y seront les bienvenus. **Une fois ma tâche accomplie, les signataires seront les propriétaires de cet outil** et ils décideront s'ils veulent en faire un mouvement politique permanent. Je vous propose donc à la fois une candidature, un projet en construction, un moyen de travail commun et un outil d'action. **Vouloir changer le cours des événements est un devoir d'intérêt général humain.** C'est un immense défi, bien sûr. Mais il ne doit pas nous effrayer. Faisons nôtres les mots de Jean Jaurès : « Un jour ou l'autre, dans notre pays de France, la grandeur des événements répond à la grandeur de la pensée ». J.L.M

<http://www.jlm2017.fr/>



<https://www.acipa-ndl.fr/>



<https://www.acipa-ndl.fr/actualites/divers/item/633-manif-du-27-fevrier-2016-infos-pratiques-et-deroule>



CPTG

Chers amis,

Vous le savez tous désormais, nous nous battons depuis cinq ans contre le projet Europa City du groupe Auchan (cf. ci-joint). Notre lutte va très bientôt entrer dans une phase décisive. En effet, du 15 mars au 30

juin 2016, le débat public voulu par la CNDP à propos du projet Europa City va se tenir.

Avant même que le débat ne débute les forces sont très inégales et biaisées. Europa City utilise tous les moyens du marketing moderne pour communiquer sur son projet quand notre Collectif n'a que peu de ressources financières et un accès aux médias de masse forcément limité. Pourtant, si nous sommes engagés depuis cinq ans déjà contre ce projet d'un autre temps - le temps de la croissance sans f(re)in contre le climat et l'environnement des Hommes - c'est que nous sommes convaincus que la raison devrait pouvoir l'emporter contre la démesure.

Vous qui ne supportez plus que la destinée des territoires de nos vies soit confiée à des firmes aux intérêts essentiellement financiers ;

Vous qui ne supportez plus que les élus politiques locaux et nationaux accompagnent ou suscitent ces Grands Projets Inutiles (GPI) au mépris d'une démocratie vivante prenant en compte les désirs des populations directement concernées ;

Vous qui ne supportez plus que les deniers publics servent des projets mercantiles privés telle la gare en plein champ du Triangle de Gonesse pour le groupe Auchan ;

Vous qui ne supportez plus que la Grande Distribution détruise partout le commerce de proximité ;

Vous qui ne supportez plus que les terres agricoles disparaissent sous le béton ou soient transformées en espaces de loisirs tarifés tel le golf de Roissy ;

Vous pouvez dès maintenant nous aider, même très modestement.

Pour participer plus activement au débat public nous devons réunir 25 000 euros. Une somme dérisoire eu égard aux millions qu'Europa City a d'ores-et-déjà dépensé pour arroser le territoire de plaquettes quadrichrome sur papier glacé, du magazine Play distribué gratuitement aux habitants de nos communes, en réalisation de vidéos professionnelles, etc.

Il suffirait que 2 500 citoyens consentent à nous faire un don de... 10 euros et nous aurions ainsi à notre disposition les moyens de mieux faire connaître la portée de nos analyses sur ce projet quand les promoteurs de ce dernier se sont bornés pour le moment à des déclarations d'intention non étayées solidement mais enrobées par les artifices du marketing.

Nous avons mis en place la possibilité d'un financement participatif et citoyen. Vous en trouverez les modalités précises grâce au lien ci-dessous :

<https://www.helloasso.com/associations/les-amis-de-la-terre-val-d-oise/collectes/non-a-europacity-un-autre-projet-est-possible>

Pour des raisons techniques ce sont "les Amis de la Terre" qui hébergent notre initiative. Chacun d'entre vous pourra participer à l'engagement contre un projet pharaonique d'un autre âge. Dix euros seulement, c'est déjà nous aider. Chacun est bien sûr autorisé à faire davantage !

Avec nos sincères remerciements et l'espoir de vous compter rapidement parmi nous.

Yann Fiévet

Collectif Pour le Triangle de Gonesse (CPTG)

<https://www.facebook.com/nonaeuropacity.cptg/>

<http://cptg.fr/>



Soirées débats CINEMA UTOPIA

Séance 100 % belge et rock'n roll le vendredi 4 mars à 20h30 à Utopia Saint-Ouen l'Aumône précédée à partir de 19h (arrivez le plus tôt possible pour éviter la file d'attente) d'une dégustation d'un délicieux cornet de frites artisanales de notre food truck préféré Crock'n Roule et d'une bière du Chat Volant.

Après la séance possibilité de boire une bière, bercé par une ambiance musicale 100% rock , 100 % belge.

Forfait frites+bière+ séance = 10 euros / prévente obligatoire aux caisses d'Utopia jusqu'au mercredi 2 mars.

Possibilité de commander sur place en sus un burger si temps nécessaire.

Possibilité de voir le film seul aux tarifs habituels.

BELGICA

Felix VAN GROENINGEN - Belgique 2015
2h07mn **VOSTF** - avec Stef Aerts, Tom Vermeir, Hélène De Vos, Charlotte Vandermersch, Boris Van Severen... **Scénario de Arne Sierens et Felix Van Groeningen.** Musique de Soulwax.

Du 02/03/16 au 22/03/16

Après *La Merditude des choses* et *Alabama Monroe* (César du meilleur film étranger 2014), voici le nouveau film de Felix Van Groeningen, *Belgica*. C'est le nom d'un club qui ressemble comme celui de tout un pays. Mais c'est avant tout un rêve, celui de Jo, un fada de musique qui imagine transformer son modeste et assez miteux bar à Gand en temple du rock'n roll, en arche de Noé, pour les âmes échouées d'une époque qui déjà prédit à ses enfants des lendemains qui déchantent. Le frère de Jo, Frank, est aux antipodes de tout cela. Si le premier à l'air d'un gringalet un brin fragile, le second a une grande et belle gueule et les épaules carrées. Tâcheron de la vie, il tente de se montrer bon père de famille, loyal envers sa compagne Isabelle...



Mais clairement il bout et tourne en rond comme un des chiens du chenil que le couple à monté pour gagner sa vie. Quand Jo lui fait visiter un local mitoyen de son bistrot, il ne lui faut pas longtemps pour rebondir sur l'idée de son cadet. Frank propose de devenir son associé, puis tente de convaincre Isabelle qui ne voit pas ça d'un très bon œil mais abdique devant la détermination farouche de son homme.

Voilà les deux frangins qui s'affairent, rameutent les copains. Tous ensemble ils cassent les murs, font du béton, coulent des dalles, reconstruisent, s'acharnent sans compter leur peine, mouillent leurs chemises et les usent jusqu'à la corde... Et alors que leurs économies s'assèchent, voilà le « Belgica » presque prêt à fonctionner, n'attendant plus que le feu vert de la commission de sécurité. Le début des emmerdes, en quelque sorte, comme chacun sait...

Mais rien n'arrête l'improbable duo. L'inauguration démarre au son d'un délirant remix de « J'aime regarder les filles qui marchent sur la plage... » et cette première nuit va mettre le feu aux poudres ! Très vite le club devient un endroit incontournable, déjanté et chaleureux. Très vite aussi une jolie rousse, Marieke, tombe dans les bras de Jo. Tandis qu'Isabelle, coincée entre ses clebs et sa progéniture, se retrouve exclue des joyeuses sauteries... Ce sont les années 90, torrides, sexe, cocaïne and rock'n roll... Tout y passe ! Mais ce n'est que le début d'une épopée, une plongée dans les milieux moites et interlopes de la nuit, qui laissera des traces dans la ville comme dans la vie des deux frangins...

Vendredi 4 mars 2016

« *Belgica*, c'est l'histoire de milliers d'entrepreneurs : on grandit puis il faut abandonner ses rêves. À mes yeux le film raconte en filigrane combien notre société a changé en deux décennies, comment elle est devenue plus sévère et peut-être aussi comment elle a perdu ses idéaux. » dit le réalisateur. *Belgica* s'inspire largement de l'histoire véridique du café-concert-discothèque « Le Charlatan », lieu mythique qu'ouvrit le père de Felix Van Groeningen, dans lequel ce dernier grandit et passa une partie de son adolescence. Mais avant même de savoir cela, on aurait juré qu'il y avait du vécu dans ce film. Ce n'est pas une boîte de nuit que construit Felix Van Groeningen avec sa bande de potes d'alors, mais une œuvre qui dépeint la grandeur et la décadence d'un monde un peu vain et en perte de vitesse. Et c'est à la fois dérangeant et touchant...

On ne peut terminer sans une mention très spéciale pour la génialissime bande son, créée par les frères Stephen et David Dewale (Soulwax et 2Many Dj's) qui sont allés jusqu'à former des groupes spécialement pour créer une ambiance sur mesure ! Percutante !



<http://www.lechatvolant.fr/fr/>

<https://www.facebook.com/Le-chat-volant-1479057238986263/?fref=ts>



<http://www.crocknroule.com/>

<https://www.facebook.com/crocknroule>



Séance unique le vendredi 11 Mars 2016

Séance unique le vendredi 11 mars à 20h30 à Utopia Saint-Ouen l'Aumône organisée par l'AJEN (Association de Jumelage Eragny-Nioko) en hommage au « Che Africain » et en soutien au retour de la démocratie au Burkina Faso. La séance sera suivie d'une discussion avec un couple d'Éragniens tous deux burkinabés d'origine, connaissant bien le pays et adhérents de l'AJEN

• Précédée à partir de 19h d'une petite dégustation de mets burkinabés (samosas, accras, bananes plantains) et de jus de bissap ou de gingembre. Forfait assiette + jus + film = 10 euros.

• Prévente obligatoire aux caisses d'Utopia jusqu'au mercredi 9 mars . Possibilité de voir le film seul aux conditions habituelles

CAPITAINE THOMAS SANKARA

Christophe Cupelin - documentaire
Suisse/Burkina Faso 2015 1h30mn **VOSTF** -

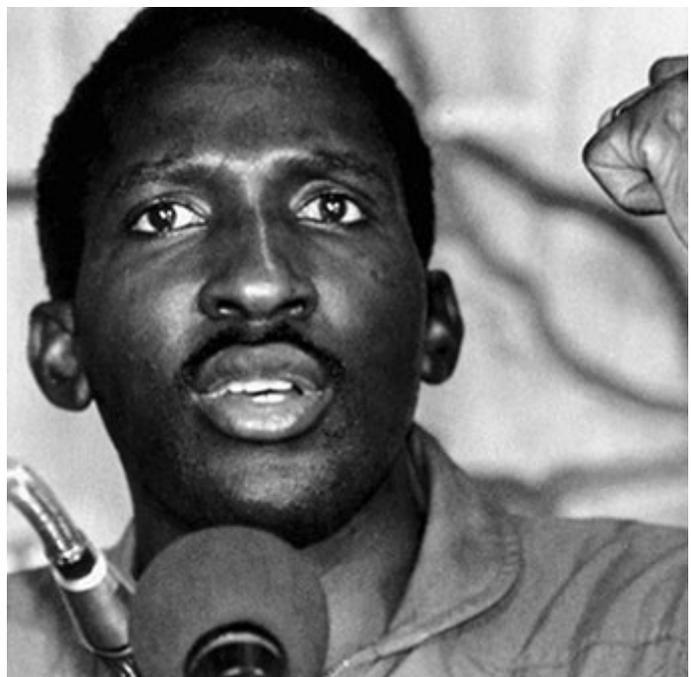
Du 11/03/16 au 11/03/16

Thomas Sankara devient président de la Haute-Volta le 4 août 1983. Une année après, il marque définitivement l'histoire et l'identité de son pays en le rebaptisant Burkina Faso, littéralement la « terre des hommes intègres ». Bien au-delà des frontières de son pays, il a représenté un immense espoir pour une grande partie de la jeunesse africaine.

Sa politique d'affranchissement du Burkina Faso, qui promeut notamment l'autosuffisance de la nation sur le plan alimentaire, l'amène à prendre radicalement position

contre toute forme d'influence impérialiste ou néocoloniale, et lui fait adopter un discours sans ambages à l'égard des puissants de son époque. Sankara tente de réformer en profondeur la société civile, qu'il considère comme encore figée sur le modèle féodal, en luttant contre les inégalités entre hommes et femmes, l'analphabétisme, la corruption, les privilèges des fonctionnaires... Mais en dépit des succès apparents et de la popularité de sa révolution, Sankara est contesté en coulisses. Il est brusquement assassiné le 15 octobre 1987 lors d'un coup d'État que l'on dit organisé par Blaise Compaoré, l'homme qu'il considérait comme son frère, et qui le remplacera à la tête du Burkina Faso.

À travers un montage d'archives rares méticuleusement rassemblées, le réalisateur Christophe Cupelin offre une vision complète de l'héritage intellectuel et politique de Sankara, et restitue fidèlement l'atypisme de ce chef d'Etat, percutant dans son action comme dans ses propos. Vingt-sept ans après sa disparition tragique et officiellement non élucidée, ce film donne enfin à voir et à entendre la parole de Thomas Sankara, l'un des plus importants leaders africains du xx^e siècle.



Séance exceptionnelle le mardi 15 mars à 14h à Utopia Pontoise dans le cadre la préparation au Concours National de la Résistance et de la Déportation 2016,

avec l'enseignement de la Shoah. Organisée par la DSDEN95 et l'EDARIDAE (Entente des Associations de Résistants, Internés et Déportés, d'Amis et d'Enseignants du Val d'Oise), avec le soutien de la préfecture du Val d'Oise.

•Séance suivie d'une lecture-spectacle par la compagnie **Les Mots à dire**, de *Fragments d'une vie déportée de Frania Eisenbach-Haverland*, d'après le livre de **Frانيا E-H** *Tant que je vivrai Tarnow, Plaszow, Auschwitz-birkenau et autres lieux*

•Puis d'une rencontre avec **Mme Frania Eisenbach-Haverland**, ancienne déportée de Auschwitz Birkenau.

NUIT ET BROUILLARD

Alain RESNAIS (en collaboration avec Chris MARKER) - France 1956 30mn - Texte de Jean Cayrol dit par Michel Bouquet.

Du 15/03/16 au 15/03/16

“Nuit et Brouillard”, “Nacht und Nebel”, en allemand. C’est le nom du décret du 7 décembre 1941 qui ordonne la déportation des « ennemis du Reich ». Aujourd’hui c’est surtout le titre de ce film, réalisé en 1955 par Alain Resnais, l’œuvre cinématographique la plus projetée dans les collèges et lycées français.

En novembre 1954, deux historiens, Olga Wormser et Henri Michel, auteurs de *Tragédie de la déportation*, anthologie de témoignages, et membres du Comité d’histoire de la Seconde Guerre mondiale, suggèrent la réalisation d’un documentaire sur le « système concentrationnaire allemand ».

Alain Resnais, qui venait de réaliser *Les statues meurent aussi* avec Chris Marker, est choisi. Resnais fait alors appel au poète et écrivain Jean Cayrol, lui-même déporté à Mauthausen en vertu du décret NN, pour en écrire le texte.

La musique, elle, est l’œuvre du compositeur et militant communiste autrichien Hans Eisler, banni par les nazis.

Les images proviennent de diverses sources : photographies tirées des archives nazies, films en noir et blanc tournés par les cinéastes des armées alliées lors de l’ouverture des camps (Pologne, Pays-Bas), auxquelles viennent s’ajouter des images en couleurs tournées par Alain Resnais lui-

même, à Auschwitz et Maidanek.

Les lents travellings sur la campagne polonaise croisent dans ce que François Truffaut a appelé « une douceur terrifiante » les images d’horreur des camps nazis, tandis que le commentaire de Jean Cayrol (dit par Michel Bouquet) rappelle ce qu’était le quotidien des déportés dans les camps, et dénonce la machine concentrationnaire nazie et son impitoyable logique (même économique).

En rappelant que « la guerre est assoupie, un œil toujours ouvert », Resnais et Cayrol réaffirment leur refus de l’oubli et évoquent, en filigrane l’attitude de la France dans l’Algérie colonisée.

Le film, difficile à tourner, à monter et à écrire, va être également difficile à projeter. La commission de censure refuse en effet, au nom de la réconciliation nationale, de lui accorder le visa d’exploitation à cause d’une photo du camp de Pithiviers montrant un képi de gendarme français.

Le képi sera retouché et le film pourra être présenté au festival de Cannes en 1955, non pas dans la sélection officielle, mais "hors compétition", à la demande de l’ambassade d’Allemagne de l’Ouest. La Suisse en interdira la diffusion au nom de sa « neutralité ». Depuis 1997, le képi est de nouveau à l’écran, et le film, couronné du prix Jean-Vigo en 1956, est visible en Suisse et partout dans le monde. Véritable manifeste de la mémoire du système concentrationnaire nazi, *Nuit et Brouillard* reste un film indispensable et intemporel.



Séance unique le mardi 22 mars à 20h30 à Utopia St-Ouen l'Aumône organisée par **La Ligue des Droits de l'Homme, l'Association du Côté des Femmes et Amnesty International Cergy** en présence de **Nana Camara**, formatrice et conseillère technique au **GAMS** (Groupe de Femmes pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles) et **Nadine GIROT**, de **Nadine GIROT**, de **Frères des Hommes de Bouffémont** , qui est allée à Bukavu en RDC avec la Marche mondiale des Femmes, l'APEF et les docteurs **Benoit Mennesson**, gynécologue et **Monique Hamelin**, psychologue de la consultation de reconstruction clitoridienne de l'hôpital de Pontoise.

L'HOMME QUI RÉPARE LES FEMMES, la colère d'Hippocrate

Thierry MICHEL - documentaire Belgique 2015 1h52mn - Écrit par **Colette BRAECKMAN** et **Thierry MICHEL**.

Du 22/03/16 au 22/03/16

Le Sud Kivu, en République Démocratique du Congo, est une zone frontière avec le Rwanda et le Burundi. La frontière avec le Rwanda a vu le passage, en avril 1994, de milliers de Tutsis fuyant les miliciens hutus auteurs du génocide... puis, en Juillet de la même année, l'arrivée de centaines de milliers de Hutus, fuyant à leur tour le Rwanda dès l'arrivée au pouvoir du Front patriotique rwandais dirigé par Paul Kagame... C'est ainsi que l'Est du Congo a subi plusieurs crises humanitaires successives et a été le théâtre de plusieurs guerres, accompagnées évidemment d'atrocités à l'encontre des populations civiles et en particulier des femmes.

C'est dans ce contexte terrible que le docteur Denis Mukwege accomplit son extraordinaire travail. Prix Sakharov 2014, le docteur Mukwege est internationalement connu comme l'homme qui « répare » des milliers de femmes violées durant vingt ans de conflits dans ce pays qui compte parmi les plus pauvres de la planète, mais qui dispose d'un sous-sol extrêmement riche. Il mène une lutte incessante pour mettre fin à ces atrocités et dénoncer l'impunité dont jouissent les coupables. Menacé de mort, ce médecin au destin

exceptionnel vit dorénavant cloîtré dans son hôpital de Bukavu, sous la protection des Casques bleus de la Mission des Nations unies au Congo.

Mais il n'est plus seul à lutter. A ses côtés se trouvent des femmes auxquelles il a restitué intégrité physique et dignité, et qui sont devenues grâce à lui de véritables activistes de la paix, assoiffées de justice.

Le film propose un portrait en miroir. D'un côté le docteur qui accueille des femmes dévastées physiquement comme psychologiquement et pour qui il est le dernier espoir. De l'autre, des femmes qui se reconstruisent et qui restituent à leur médecin des raisons d'espérer...





Vendredi 25 mars 2016

La séance du vendredi 25 mars à 20h30 à Utopia Saint-Ouen l'Aumône sera suivie d'une rencontre avec le metteur en scène, dessinateur, poète et comédien sourd **Levent Beskardes**. Soirée organisée avec le BDE Hérodote, BDE des étudiants de lettres et sciences humaines, en présence de membres de l'association [Dialogues et Libertés des Sourds 95](#), et de la [Compagnie Rayon d'Ecrits](#). En collaboration avec l'association Aris et Cap Emploi Yvelines.

J'AVANCERAI VERS TOI AVEC LES YEUX D'UN SOURD

Laetitia CARTON - documentaire France 2015 1h45mn - Toutes les projections du film sont sous-titrées pour le public sourd et malentendant.

Du 25/03/16 au 29/03/16

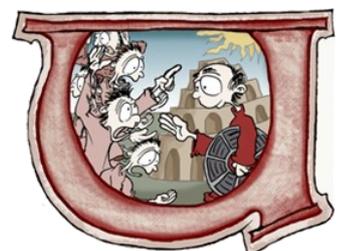


C'est tout en poésie qu'on se laisse embarquer dans ce film. La réalisatrice rend hommage à un ami et à travers lui à toute une communauté : les sourds. Les sourds sont nombreux, a priori plus de 6% de la population. Les institutions, la société en général et la plupart des entendants considèrent la surdité comme un handicap. Et si c'était simplement une différence ? Ce film est un voyage à la découverte d'une langue : la langue des signes. Avec elle, nous découvrons des histoires de vie, des amitiés, une famille qui veut une bonne éducation pour ses enfants, des entendants qui essaient d'apprendre, des militants (étiez-vous conscients qu'en France il pouvait être nécessaire de devoir militer pour parler sa langue ?).

Dans ce film, on découvre que des gens sont contraints à « oraliser », apprendre à former des sons quand on ne les entend pas (ça paraît pourtant absurde ?)... Oraliser a un prix : beaucoup d'énergie et de difficultés. Et tout ça pour quoi ? Ressentir bien plus intensément l'impression d'être inadapté au monde, d'être handicapé. Dans les écoles où les sourds peuvent parler leur langue, les enfants sont aussi éveillés, vivants, inventifs, curieux que dans n'importe quelle autre école. Les entendants et les sourds partagent les cours et la cour de récré. Et alors ils arrivent très bien à communiquer. Ce film, c'est tout ça. A la fois très intime et tout à fait universel tant le témoignage va au-delà des histoires personnelles. C'est un appel à l'ouverture et à la curiosité. On sort de la salle en ayant envie de parler avec les mains. Parce que c'est beau mais pas seulement. Aurions nous oublié le langage du corps ? Les expressions du visage ? Les regards, le sourire ? Tout ça communique aussi et mérite qu'on y prête attention.

Espérons que le temps du film ne sera que le début d'une vision nouvelle, plus curieuse car, comme l'a si joliment écrit Victor Hugo, « Qu'importe la surdité de l'oreille quand l'esprit entend ? La seule surdité, la vraie surdité, la surdité incurable, c'est celle de l'intelligence. »

<http://www.cinemas-utopia.org/saintouen/index.php?mode=soirees>



http://www.la-bibliotheque-resistante.org/pages/1_accueil.html

<https://www.lepartidegauche.fr/librairie>

<http://www.bruno-leprince.fr/petits-manuels-de-gauche/143-la-6e-republique-et-son-assemblee-constituante-pourquoi-comment--9782364880863.html>

<http://www.fakirpresse.info/>

<http://www.fakirpresse.info/-Nos-lecteurs-sont-les-meilleurs-.html>

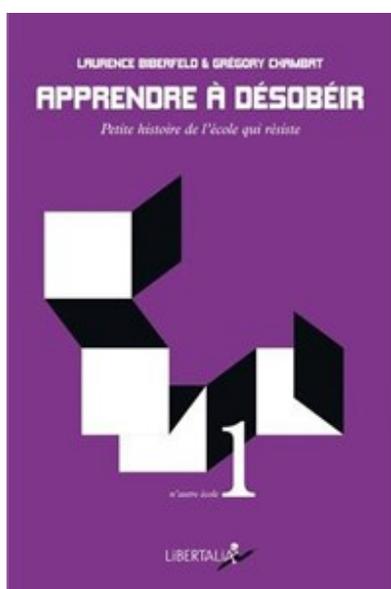
<http://www.editionslesliensquiberent.fr/collection-LLL-27-1-1-0-1.html>

http://federation-anarchiste.org/?g=EML_parutions

<http://www.librairie-publico.com/>

<http://www.sinemensuel.com/>

Apprendre à désobéir - Petite histoire de l'école qui résiste. Laurence Biberfeld et Grégory Chambat - Editions Libertalia, 224 pages, 10 €



De l'œuvre éducative de la Commune de Paris à la dénonciation du fichage informatique des élèves, de la naissance du syndicalisme dans l'éducation aux écoles populaires kanaks des années 1980, en passant par les luttes anti-hiérarchies ou la résistance à la « rééducation » vichyste, cet ouvrage retrace cent cinquante années de lutte et d'insoumission dans et contre l'institution scolaire. Enseigner la désobéissance, c'est remettre en question toutes les dominations qui entravent, c'est créer l'espace où s'exercera une souveraineté qui n'est pas celle de l'isoloir, mais qui se vit dans la rue, au village, à l'usine, au bureau, dans la famille, etc. Mais est-ce que la liberté peut s'enseigner ? Ce livre l'affirme. Préparer des humains à l'autonomie, à l'égalité, à un monde délivré de toute oppression ne saurait se faire au moyen de l'autorité. Au contraire, non-directivité et exercice précoce de la responsabilité personnelle seront privilégiés par la pratique de la coopération concrète. Enseigner la désobéissance, c'est « faire l'école » pour la liberté. Cet ouvrage est le premier de la collection « N'Autre École », dédiée aux résistances et alternatives pédagogiques.

Sans vous, on ne peut rien. Avec vous, on peut beaucoup. Et c'est pour ça qu'à la fin c'est nous qu'on va gagner !



<http://www.fakirpresse.info/>

<http://www.fakirpresse.info/-Nos-lecteurs-sont-les-meilleurs-.html>



<http://piaf-95.webnode.fr/>

FESTIVAL-FORUM SOCIAL PIAF 95

Depuis 2013, le PIAF 95 rassemble des acteurs locaux qu'ils soient politiques, associatifs, artistiques ou culturels pendant une journée au mois de mai à Pierrelaye.

*des artistes,
musiciens,
plasticiens*



Associations locales venez vous faire connaître et reconnaître !
Associations nationales venez déjouer les clichés et trouver de nouveaux membres !
Syndicats venez témoigner de vos victoires et mettre en avant vos luttes !
Partis politiques, Collectifs venez montrer la politique autrement !



Le rendez-vous de la gauche radicale locale.

**7 MAI
2016**

Le festival PIAF 95 est un forum social à la fois Politique, Informatif, Artistique et Festif. On y retrouve des organisations politiques et des associations locales qui travaillent à une société plus juste, des expositions d'artistes plasticiens, des concerts, des débats et des tables rondes, pour semer et faire germer des idées alternatives !

Ce rendez-vous de la gauche radicale locale donne un temps et un lieu à tous et notamment aux militants pour échanger et débattre dans un esprit détendu. Il permet de s'informer sur les activités et les campagnes des uns et des autres. C'est aussi un temps pour repenser l'activité militante et pour s'adresser à un public plus LARGE.

Avec entre autres : la FCPE, le collectif anti-fa, le NPA, la librairie La 23e marche, le Secours Populaire Français, les Amis de la Terre, la LDH, Ulysse café philo, le Front de Gauche, le collectif NDDL, AFPS...



PIAF 95
samedi 7 mai 2016
à partir de 11h

salle polyvalente
de Pierrelaye,
rue des jardins (RER C, ligne H)

sur le thème des
**Résistances et
Alternatives**

débats, concerts, associations,
expositions, jeux pour les
enfants
buvette et restauration sur
place

www.piaf-95.webnode.fr
<https://www.facebook.com/Piaf95>
festivalpiaf95@gmail.com



Créé en 2013, le PIAF 95 a proposé au public des DÉBATS sur :

- le **FÉMINISME**, avec Laurence Cohen sénatrice, Julie Dumortier transgenre, Fatima Benomar des eFRONTées, Alima Boumedienne ancienne sénatrice,
- la **VIE RÉPUBLIQUE**, avec la compagnie Quartier Nord et le public présent,
- l'**ANI**, avec Gérard Filoche PS, Patrick Meuleman ADESS 95,
- le **GMT-TAËTA**, avec Raquel Garrido PG, Frédéric Viale Attac,
- **JEAN JAURÈS**, avec André Metzger ancien professeur d'histoire, Pierre Clavilier historien,
- l'**Éducation**, avec Bruno Brisebarre FCPE95, Eric Forti ligue de l'enseignement 95, François Cocq PG, Léo Moreau MJS, Alexis Pomerat SNUIPP,
- le **LOGEMENT**, avec Dominique Lesparre maire de Bezons, Patrice Lavaud PG, Xavier Boffara du DAL.

Les **ARTISTES** venus au PIAF 95 :

- Didier Porte, Milou LeZ, Calle Faccion, Deux Figurants, Riton la Manivelle, Hedgehogs, Stéphane Richez, Benjamin Dans Ta Gueule, Lulu & The Comets All-Stars Brass Band, Cristian HUET Celt...
- Anne Levailant, Carole Ponthieu, Gwendoline Andriot, Jean-Loup Choquet, Valérie Jaensen Boitel, Céline Lebovitch, Gôm, Maël...
- Noliv', La Compagnie NANI, Fred le Clown...

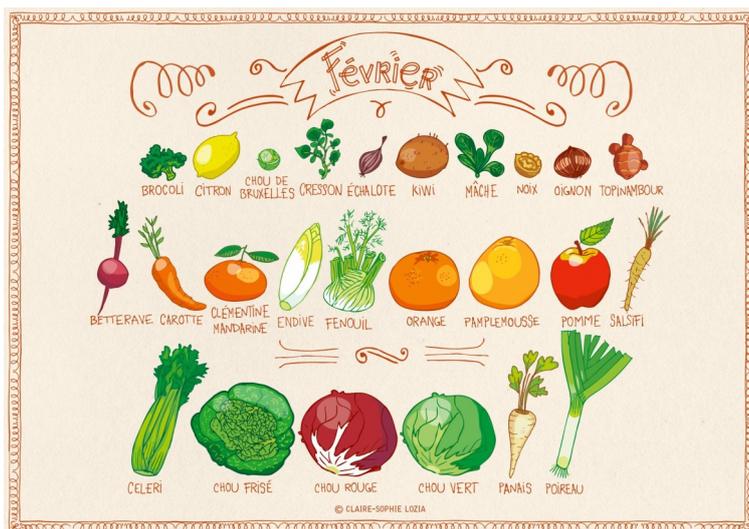


<http://piaf-95.webnode.fr/>

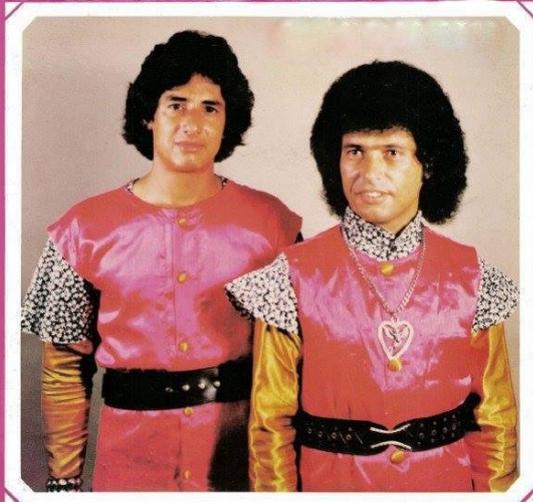
<https://www.facebook.com/Piaf95/?ref=hl>



Fruits & Légumes de saison



ON N'LÂCHE RIEN !



La rédaction: Les porteurs de projets Humains en VO.

Co-directeur-trice de publication de Co-rédacteur-trice en chef: Françoise Jolly et Patrice Lavaud.

MaquetteduGraal: JYB.

Contact: partidegauche95@gmail.com

Site @: <http://95.lepartidegauche.fr/>

Dessins:

Crédits photos: JYB & A.

N°8-Février 2016

« Ce n'est pas quand on a fait dans sa culotte qu'il faut serrer les fesses » [Dédé J.]

Ermont: <http://energiecitoyenneermont.fr> energie.citoyenne@laposte.net

Auvers sur Oise: auverscitoyenne.wordpress.com
frontdegauchevalleedusausseron.blogspot.fr

<http://www.rassemblementcitoyenidf.fr/>

Retrouvez-nous sur le Babelweb:

VOTRE SIGNATURE PEUT TOUT CHANGER

